

MONITEUR BELGE

JOURNAL OFFICIEL

STAATSBLAD



De Abonnements :

België : per jaar, 50 francs ; 9 mois, 15 ; 6 mois, 10 ; 3 mois, 5

Abonnement : un an, 55 francs ; 9 mois, 41.25 ; 6 mois, 27.50 ;

Abonnement : fixé par le pays destinataire.

Le numéro : 5 c. la feuille, le port en sus.

Les annonces : 50 c. la ligne ordinaire.

Les annonces doivent être souscrites et payées aux bureaux des postes.

On ne prennent pas les Recueils spéciaux des actes des sociétés

professionnelles, des actes des sociétés mutualistes et des actes des unions

professionnelles ; ces publications doivent faire l'objet de souscriptions

Prijs van het abonnement :

België : per jaar, 50 frank ; 9 maanden, 15 ; 6 maanden, 10 ; 3 maanden, 5

Postvereniging :

Zonder abonnementsdienst : per jaar, 55 frank ; 9 maanden, 41.25 ; 6 maanden, 27.50 ; 3 maanden, 13.75 ;

Met abonnementsdienst : door het land van bestemming vastgesteld.

Prijs per nummer : 5 c. het vel, frankerprijs niet inbegrepen.

Prijs van de aankondigingen : 50 c. den gewonnen regel.

De abonnements worden genomen en betaald op de postkantoren.

(Daarin zijn niet begrepen de bijzondere verzamelingen : « actes des

sociétés commerciales, actes des sociétés mutualistes » en « actes des

unions professionnelles » waarvoor afzonderlijk moet worden ingeschreven.)

ANNEE.

N. 207.

75^e JAARGANG.

ANCREDI, 26 JUILLET 1905.

WOENSDAG, 26 JULI 1905.

LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Loi sur le repos du dimanche

dans les entreprises industrielles et commerciales (1).

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Sont soumises au régime de la présente loi les entreprises industrielles et commerciales, à l'exclusion :

- 1^o Des entreprises de transport par eau ;
- 2^o Des entreprises de pêche ;
- 3^o Des entreprises foraines.

Art. 2. Il est interdit d'employer au travail plus de six jours par semaine des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison.

Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et le contrôle du chef d'entreprise.

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

Les prescriptions qui précèdent comportent les exceptions et dispenses prévues ci-après.

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1905-1904.

Documents parlementaires. — Propositions de loi. Séance du 26 novembre 1903, nos 14 et 15. — Rapport. Séance du 22 avril 1904, n^o 112.

Session 1904-1905.

Documents parlementaires. — Amendements, nos 65, 69, 78, 79, 85, 87, 89, 90, 91, 93, 95, 97, 102, 123, 127, 129, 133, 135, 138, 143. — Tableau synoptique, n^o 159. — Texte adopté par la Chambre au premier vote, n^o 153. — Amendements au texte, nos 153 et 160.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 20, 25, 26 et 27 janvier 1905 ; 1^{er}, 2, 3, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 23 et 24 février 1905 ; 1^{er}, 29, 30 et 31 mars 1905 ; 5, 6 et 7 avril 1905. — Vote. Séance du 14 avril 1905.

SÉNAT.

Session 1904-1905.

Documents parlementaires. — Rapport. Séance du 15 juin 1905, n^o 107. — Amendements, nos 113, 121, 123, 125, 126 et 127.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 23, 27, 28 et 29 juin 1905.

— Vote. Séance du 30 juin 1905.

1^{re} FEUILLE.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGEERING.

MINISTERIE VAN NIJVERHEID EN ARBEID.

Wet op de Zondagsrust

in de nijverheids- en handelsondernemingen (1).

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Art. 1. Deze wet is van toepassing op de nijverheids- en handelsondernemingen, met uitzondering van :

- 1^o De ondernemingen van vervoer te water ;
- 2^o De visscherijondernemingen ;
- 3^o De jaarmarkt- en foorbédrijven.

Art. 2. Het is verboden voor den arbeid andere personen dan de bij het hoofd der onderneming inwonende leden van zijn gezin en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen per week te gebruiken.

Deze bepaling bedoelt den arbeid verricht onder het gezag, de leiding en het toezicht van het hoofd der onderneming.

De wekelijksche rustdag is de Zondag.

Bovenstaande voorschriften laten de hierna voorziene uitzonderingen en vrijstellingen toe.

(1) KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Zitting 1905-1904.

Bescheiden. — Wetsvoorstellen. Zitting van 26 November 1903, nos 14 en 15. — Verslag. Zitting van 22 April 1904, n^o 112.

Zitting 1904-1905.

Bescheiden. — Wijzigingen, nos 65, 69, 78, 79, 85, 87, 89, 90, 91, 93, 95, 97, 102, 123, 127, 129, 133, 135, 138, 143. — Kort overzicht, n^o 159. — Tekst aangenomen door de Kamer bij de eerste stemming, n^o 153. — Wijziging in dien tekst, nos 153 en 160.

Handelingen. — Bespreking. Zittingen van 20, 25, 26 en 27 Januari 1905 ; 1, 2, 3, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 23 en 24 Februari 1905 ; 1, 29, 30 en 31 Maart 1905 ; 5, 6 en 7 April 1905. — Stemming. Zitting van 14 April 1905.

SENAAT.

Zitting 1904-1905.

Bescheiden. — Verslag. Zitting van 15 Juni 1905, n^o 107. — Wijzigingen, nos 113, 121, 123, 125, 126 en 127.

Handelingen. — Bespreking. Zittingen van 23, 27, 28 en 29 Juni 1905. — Stemming. Zitting van 30 Juni 1905.

Art. 3. L'interdiction édictée dans le premier alinéa de l'article précédent ne s'applique pas :

1° Aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise ;

2° A la surveillance des locaux affectés à l'entreprise ;

3° Aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux, autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant ;

4° Aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

Les travaux prévus au présent article peuvent être effectués soit par les ouvriers de l'entreprise où ils sont exécutés, soit par ceux d'une entreprise étrangère.

Ils ne sont autorisés que pour autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Art. 4. Les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail treize jours sur quatorze ou six jours et demi sur sept dans les catégories d'entreprises désignées ci-après :

1° Les industries alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation ;

2° Les entreprises ayant pour objet la vente au détail de comestibles ou denrées alimentaires ;

3° Les hôtels, restaurants et débits de boissons ;

4° Les débits de tabacs et les magasins de fleurs naturelles ;

5° Les pharmacies, drogueries et magasins d'appareils médicaux ou chirurgicaux ;

6° Les établissements de bains publics ;

7° Les entreprises de journaux et de spectacles publics ;

8° Les entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

9° Les entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

10° Les entreprises de transport par terre, les travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;

11° Les bureaux de placement et les agences d'information ;

12° Les industries dans lesquelles le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard.

Le jour ou les deux demi-jours consacrés au repos par quinzaine ne doivent pas être nécessairement fixés au dimanche, ni être les mêmes pour tous les ouvriers et employés d'une entreprise.

Le demi-jour de repos doit être pris soit avant, soit après 1 heure de l'après-midi ; la durée du travail ne pourra excéder cinq heures.

Art. 5. Le Roi peut étendre le régime établi à l'article précédent à toutes autres catégories d'entreprises industrielles ou commerciales qui, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de nécessités locales ou autres, comportent habituellement le travail pendant tout ou partie de la journée du dimanche.

Il peut aussi autoriser les chefs des entreprises où les ouvriers travaillent par équipes successives, à prolonger le travail de l'équipe de nuit jusqu'au dimanche matin, à 6 heures. Dans ce cas, le travail des ouvriers composant cette équipe ne peut être repris avant le lundi matin, à la même heure.

Art. 6. Les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail le septième jour, douze fois par année, dans les entreprises où il est fait usage du vent ou de l'eau comme moteur exclusif ou principal.

Le Roi peut étendre la même faculté, pour le même nombre de semaines au plus :

1° Aux industries qui s'exercent seulement pendant une partie de l'année ou qui sont exploitées d'une manière plus intense en certaines saisons ;

2° Aux industries qui s'exercent en plein air et dans lesquelles le travail peut être entravé par les intempéries.

Le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue au présent article, est tenu d'en informer, dans les vingt-quatre heures, l'inspecteur du travail ou le commissaire d'arrondissement.

En aucun cas, il ne peut être fait usage de cette faculté plus de quatre semaines consécutivement.

Art. 3. Het in het eerste lid van het vorig artikel gemaakte verbod is niet van toepassing :

1° Op de dringende werkzaamheden, vereischt door een geval van overmacht of noodwang, welke de gewone gang der onderneming in deed voorzien ;

2° Op het toezicht over de lokalen, voor de onderneming bestemd ;

3° Op de werkzaamheden van schoonmaken, terstellen en in goed staat houden, noodig voor de regelmatige voortzetting van het bedrijf, evenwel op andere werkzaamheden dan die van voortbrenging, waary afhankelijk de regelmatige hervatting van het bedrijf op den volgende dag ;

4° Op de werkzaamheden noodig om beschadiging van de grondstoff of voortbrengselen te voorkomen.

De bij dit artikel voorziene werken mogen worden verricht het door de arbeiders van de onderneming waar ze worden uitgevoerd, het door die van een vreemde onderneming.

Ze zijn alleen veroorloofd voor zooveel de gewone gang der onderneming niet toelaat ze op een anderen dag der week uit te voeren.

Art. 4. Arbeiders en bedienden mogen dertien dagen van ieder veertien of zes en een halven dag van iedere zeven dagen werkzaam zijn in de hierna aangeduide soorten van ondernemingen :

1° De bedrijven waarin voedingsmiddelen worden vervaardigd, bestemd om dadelijk voor het verbruik te worden geleverd ;

2° De bedrijven waarin eetwaren of levensmiddelen in 't klein worden verkocht ;

3° De hotels, spijshuizen en dranksluiterijen ;

4° De tabakswinkels en de magazijnen van natuurlijke bloemen ;

5° De apotheken, de drogistwinkels, de magazijnen van genees- of heelkundige toestellen ;

6° De openbare badinrichtingen ;

7° De onderaeningen van dagbladen en die van openbare vertooningen ;

8° De ondernemingen voor het verhuren van boeken, stoelen, verhuurmiddelen ;

9° De ondernemingen voor verlichting, waterleiding of beweegkracht ;

10° De ondernemingen van vervoer te land, de werken van laden en lossen in de havens, losplaatsen en spoorwegstations ;

11° De heer- en verhuurkantoren, de agentschappen voor inlichtingen ;

12° De bedrijven waarin de arbeid, uit hoofde van zijnen aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld.

De dag of de twee halve dagen, in den loop van veertien dagen aan de rust gewijs, behoeven niet noodzakelijk op den Zondag te worden bepaald, noch dezelfde te zijn voor alle werkbieden en bedienden eener onderneming.

De halve rustdag moet worden genomen hetzij vóór 1 uur, hetzij na 1 uur 's namiddags ; de duur van den arbeid mag vijf uren niet te laren gaan.

Art. 5. De Koning mag het stelsel, bij het vorig artikel ingevoerd, uitbreiden tot alle andere soorten van nijverheids- of handelds ondernemingen die, hetzij om redenen van openbaar nut, hetzij wegens plaatselijke of andere behoeften, gewoonlijk vorderen dat er wordt gebedt hetzij den geheelen Zondag of gedurende een gedeelte van den Zondag.

Hij mag ook de hoofden der ondernemingen, waarin de arbeiders werken bij elkander opvolgende ploegen, machtigen het werk der nachtploeg te verlengen tot den Zondag morgen 6 uur. In dit geval mag het werk der arbeiders, die deel uitmaken van deze ploeg, niet worden hervat vóór den Maandag morgen, op hetzelfde uur.

Art. 6. In de ondernemingen waar gebruik wordt gemaakt van den wind of van het water als enig motor of als hoofdmotor, mogen de werkbieden en bedienden, twaalf maal per jaar, den zevenden dag in het jaar worden genomen voor den arbeid.

De Koning mag, voor ten hoogste hetzelfde getal weken, hetzelfde recht verleen en wat betreft :

1° De bedrijven die slechts gedurende een gedeelte des jaars worden uitgeoefend of waarin gedurende zekere tijden des jaars het groote draaivertuug wordt gewerkt ;

2° De bedrijven die in de opene lucht worden uitgeoefend en waarin de arbeid kan worden belemmerd door ongunstig weer.

Het hoofd der onderneming, die gebruik maakt van het bij dit artikel voorziene recht, moet daarvan, binnen vier en twintig uren, kennis geven aan den arbeidsinspecteur of aan den arrondissementsschiffers.

In geen geval mag meer dan vier weken achtereen worden gebruik gemaakt van dit recht.

Art. 7. Les ouvriers et employés des magasins de détail autres que ceux visés à l'article 4, ainsi que les garçons coiffeurs, peuvent être occupés au travail le dimanche de 8 heures du matin à midi.

Cette faculté peut être supprimée ou le nombre d'heures ainsi fixé peut être réduit par des arrêtés royaux s'appliquant aux magasins de détail et aux coiffeurs d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes, ou à ces magasins seulement.

L'arrêté royal peut, à raison de nécessités particulières, autoriser les magasins de détail et les coiffeurs d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes, à employer leur personnel au travail le dimanche, soit à d'autres heures, soit pendant un plus grand nombre d'heures.

Cette dernière autorisation ne peut être accordée que pour six semaines au plus par année.

Art. 5. Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux et de tenir les registres qui seront reconnus nécessaires au contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par l'arrêté royal.

Les chefs des entreprises soumises à la loi du 15 juin 1896 sont tenus d'indiquer dans leurs réglemens d'atelier les conditions du repos prévu par la présente loi.

Art. 2. Les exceptions et dispenses prévues ci-dessus ne s'appliquent qu'aux enfans et aux adolescents de moins de 16 ans, ni aux filles et aux femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, qui sont employés dans les industries soumises à la loi du 15 décembre 1889.

Néanmoins, en ce qui concerne celles de ces industries où le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard, le Roi peut autoriser l'emploi des enfans de plus de 14 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de moins de 21 ans, pendant les sept jours de la semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa précédent leur assureront, dans tous les cas, le temps nécessaire pour vaquer, une fois par semaine, aux actes de leur culte, ainsi qu'un demi-jour de repos sur sept jours ou un jour complet de repos sur quatorze.

Art. 14. Les enfans et les adolescents de moins de 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, employés au travail dans des entreprises non visées par la loi du 15 décembre 1889, jouiront en tout cas du bénéfice des dispositions prévues au troisième alinéa de l'article précédent.

Art. 13. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux entreprises exploitées par l'Etat, les provinces ou les communes, dans les conditions où elles s'appliquent aux entreprises privées.

Toutefois, dans les entreprises exploitées par l'Etat, l'organisation des repos prescrits sera fixée par les réglemens.

Cette dernière disposition est également applicable aux entreprises de chemins de fer concédés ou de chemins de fer vicinaux, pour autant que le réglement organisant les repos soit approuvé par le Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes.

Art. 12. Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 5, 6 et 7, le Roi prend l'avis :

- 1° Des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail ;
- 2° Du conseil supérieur de l'hygiène publique ;
- 3° Du conseil supérieur du travail ;
- 4° Du conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la date où leur avis est réclamé, à défaut de quoi il est passé outre.

Le gouvernement peut en tout temps, soit d'office, soit à la demande des intéressés dont l'avis est réclamé, procéder à une nouvelle consultation et modifier ou retirer l'autorisation accordée.

Art. 11. Les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail ont le droit d'entrée des locaux affectés aux entreprises assujetties à la pré-

Art. 7. De werklieden en bedienden van andere magazijnen voor kleinhandel dan die bedoeld in artikel 4, alsmede de baarkappersbedienden, mogen voor den arbeid op Zondag worden gebruikt, van 8 uur 's morgens tot 12 uur 's middags.

Dit recht kan worden afgeschaft of het aldus vastgesteld getal uren worden verminderd bij koninklijke besluiten, die van toepassing zijn op de magazijnen voor kleinhandel en op de haarkappers eener bepaalde gemeente of eener groep van gemeenten, of enkel op die magazijnen.

Wanneer bijzondere omstandigheden dit vorderen, kunnen de houders van magazijnen voor kleinhandel en de haarkappers eener bepaalde gemeente of eener groep van gemeenten bij koninklijk besluit worden gemachtigd hun personeel voor den arbeid te gebruiken op Zondag, hetzij op andere uren, hetzij gedurende een grooter getal uren.

Deze laatste machtiging mag slechts voor ten hoogste zes weken per jaar worden verleend.

Art. 5. De hoofden van ondernemingen zijn verplicht de lijsten aan te plakken en de boeken te houden welke voor het toezicht noodig blijken.

Zij moeten zich gedragen overeenkomstig alle andere voorschriften die bij koninklijk besluit zijn vastgesteld.

De hoofden van de aan de wet van 15 Juni 1896 onderworpen ondernemingen zijn gehouden de bepalingen omtrent de bij deze wet voorziene rust in hunne werkplaatsreglementen te vermelden.

Art. 2. De hiervoren bepaalde uitzonderingen en vrijstellingen zijn niet van toepassing op de kinderen en aankomende jongelingen beneden de 16 jaren en evenmin op de meisjes en vrouwen die, meer dan 16 jaren en minder dan 21 jaren oud zijnde, werkzaam zijn in de bedrijven die aan de wet van 15 December 1889 zijn onderworpen.

Niettemin mag de Koning wat hetreft die bedrijven waarin de arbeid, uit hoofde van zijnen aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld, machtiging verleen en om kinderen boven de 14 jaren alsmede meisjes of vrouwen beneden de 21 jaren, gedurende de zeven dagen der week, hetzij gewoonlijk, hetzij voor een zekeren tijd, hetzij voorwaardelijk te doen arbeiden.

De uit kracht van het vorig lid genomen besluiten verzekeren hun, in elk geval, den noodigen tijd om eenmaal per week de plichten van hun godsdienst te vervullen, alsmede een halven dag rust op zeven dagen of een vollen rustdag op veertien dagen.

Art. 14. De kinderen en aankomende jongelingen beneden de 16 jaren, alsmede de meisjes en vrouwen die, meer dan 16 jaren en minder dan 21 jaren oud zijnde, voor den arbeid worden gebruikt in ondernemingen, niet bedoeld in de wet van 15 December 1889, genieten in elk geval het voordeel van de bij het derde lid van het vorig artikel voorziene bepalingen.

Art. 13. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de ondernemingen beheerd door den Staat, de provinciën of de gemeenten, en dit op dezelfde wijze als zij voor de bijzondere ondernemingen gelden.

Evenwel zal, voor de ondernemingen beheerd door den Staat, de inrichting van den voorgeschreven rusttijd worden vastgesteld door de verordeningen.

Deze laatste bepaling is insgelijks van toepassing op de ondernemingen van spoorwegen, waarvoor vergunning is verleend, of van buurtspoorwegen, voor zooveel de verordening, die den rusttijd inricht, wordt goedgekeurd door den Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien.

Art. 12. Bij de uitoefening van de bevoegdheden, hem bij de artikelen 5, 6 en 7 toegekend, vraagt de Koning het advies :

- 1° Van de bevoegde afdelingen der raden van nijverheid en arbeid ;
- 2° Van den hoogerem raad voor openbare gezondheid ;
- 3° Van den hoogerem arbeidsraad ;
- 4° Van den hoogerem raad voor nijverheid en handel.

Deze verschillende colleges brengen hun advies uit binnen twee maanden na het hun daartoe gedane verzoek ; bij gebreke daarvan, wordt er buiten ken om beslist.

Te allen tijde kan de Regering, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van één der colleges waarvan het advies moet worden gevraagd, opnieuw de belanghebbende colleges raadplegen en de verleende machtiging intrekken of wijzigen.

Art. 11. Degeenen, die door de Regering met het toezicht over den arbeid zijn belast, hebben vrijen toegang tot de lokalen bestemd voor de

sente loi. Ils surveillent l'exécution de celle-ci et constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

Art. 11. Les chefs d'entreprise qui auront contrevenu aux prescriptions de l'article 8, alinéas 1^{er} et 3, ou des arrêtés pris en exécution de l'article 8, alinéa 2, seront punis d'une amende de 26 francs à 100 francs.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

D'une amende de 26 francs à 100 francs; si le nombre des personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas dix;

D'une amende de 101 francs à 1,000 francs, si le nombre de ces personnes est supérieur à dix sans dépasser cent;

D'une amende de 1,001 francs à 5,000 francs, s'il y en a davantage.

Art. 15. Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 francs à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Art. 16. En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi, les peines établies par les deux articles précédents pourront être portées au double.

Art. 17. Seront punis d'une amende de 1 franc à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

Art. 18. Le chapitre VII et l'article 85 du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 19. L'action publique résultant d'une infraction à la présente loi se prescrit par un an à partir du jour où l'infraction a été commise.

Art. 20. Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, des infractions à l'article 17 de la présente loi.

Art. 21. La présente loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Disposition additionnelle.

Art. 22. L'article 7 de la loi du 13 décembre 1889 est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Laeken, le 17 juillet 1905.

ondernemingen die vallen onder de toepassing van deze wet. Zij houden het oog op hare uitvoering en stellen de overtredingen vast bij processen-verbaal, die gelden als bewijs zoolang het tegendeel niet is bewezen.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt, op straffe van nietigheid, binnen acht en veertig uren, aan den overtreder ter hand gesteld.

Art. 11. De hoofden van ondernemingen, die de voorschriften van artikel 8, 1^{ste} en 3^{de} lid, of de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 8, 2^{de} lid, overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die de andere voorschriften én van deze wet én van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal der in strijd met de wet of met de besluiten gebezigde personen tien niet oversteeft;

Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen tien oversteeft, zonder honderd te boven gaan;

Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn.

Art. 15. De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die het uit krachte van deze wet ingesteld toezicht belemmeren, worden gestraft met eene boete van 26 frank tot 100 frank, onverminderd, zoo er grond voor is, de toepassing van de straffen vermeld in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Art. 16. Ingeval van herhaling binnen vijf jaren volgende op eene uit krachte van deze wet uitgesproken veroordeeling, kunnen de straffen, in de twee voorgaande artikelen bepaald, op het dubbel worden gebracht.

Art. 17. De vader, moeder of voogd, die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van deze wet doen of laten arbeiden, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden, te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbel worden gebracht.

Art. 18. Hoofdstuk VII en artikel 85 van het 1^{ste} boek van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

Art. 19. De openbare rechtsvervolging, voortspruitende uit eene overtreding van deze wet, verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

Art. 20. De politierechtbanken nemen, zelfs ingeval van herhaling, kennis van de overtredingen van artikel 17 dezer wet.

Art. 21. Deze wet treedt in werking één jaar na hare bekendmaking.

Bijkomende bepaling.

Art. 22. Artikel 7 der wet van 13 December 1889 wordt ingetrokken.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel en bekleed door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven te Laken, den 17^{en} Juli 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'industrie et du travail,

Van 's Konings wege :

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

FRANCOTTE.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.